

## Sommaire



*Edito : Les deux extrémités de l'Eurasie, par Marie-Noëlle Auberger*

*Le confucianisme et l'économie de marché, par Luo Guoxiang*

*Entreprises et politique environnementale, par Chloé Lespagnol*

*Management responsable, par Michel Dessaigne*

*Regards croisés, par Michel Doucin*

*Dialogue entre Comités économiques et sociaux, par Béatrice Quin*

*La Chine à la recherche de son modèle RSE, par Marc Deluzet*

*Vingt ans après, par Radu Minea*

*La question de la gouvernance, par Guillaume Nourrit,*

*Une fin et un commencement, par Michel Dessaigne*

*Éthique, responsabilité et harmonie, par Marie-Noëlle Auberger*

## Edito : Les deux extrémités de l'Eurasie

La Chine et l'Europe communautaire occupent les deux extrémités du continent eurasiatique, terres très anciennement peuplées et industrialisées, elles se reconnaissent mutuellement depuis des siècles un haut degré de civilisation mais présentent aussi des caractères fort contrastés. Il n'est pas question ici de se livrer à un exercice de comparaison, indiquons simplement quelques traits. À l'est un État fort, héritier d'un empire ancien, ce qui n'empêche pas la puissance des pouvoirs régionaux, notamment dans le domaine économique, à l'ouest une coordination plutôt molle d'États souverains qui ne mettent que peu de chose en commun ; une économie de marché qui date d'une génération d'un côté, qui est beaucoup plus ancienne mais plus tempérée de l'autre ; en Europe une société civile s'organisant dans une myriade de partis, de syndicats, d'associations, de rassemblements éphémères ou pérennes, en Chine une socialisation qui passe plus par le lieu de vie et de travail dans le cadre d'une État-Parti omniprésent, une expansion économique poussive d'un côté, proche de la surchauffe de l'autre. On a beaucoup parlé du fait que le PIB chinois avait dépassé celui du Japon mais si on le compare à celui de l'Union européenne prise comme un tout, il n'en représente que le tiers et le PIB *per capita* cinq ou six fois moins... Cependant, si on se fixe sur les réserves de change, alors on comprendra cette assertion qui nous a été donnée sur les bords du Yangtsé « *la Chine est le pays le plus riche du monde* ».



S'il existait de nombreux problèmes dans les entreprises des quatre Petits Dragons, surtout dans les PME et chez de petits commerçants, néanmoins au niveau macro-économique, stratégique, la pensée confucéenne appliquée dans le domaine économique présentait beaucoup d'avantages, surtout dans un pays comme la Chine. Le confucianisme s'avère une pensée utile dans le cadre d'une modernisation de plus en plus rapide mais aussi plus en plus compliquée sociologiquement, ethniquement et culturellement.

Avec les traités mondialement signés, avec l'O.M.C, la mondialisation est devenue économiquement et surtout techniquement de plus en plus simple. Mais en l'absence d'un Etat mondial, d'un gouvernement unifié du monde, apparaissent des conflits politiques, culturels, religieux, militaires et même économiques. La force est souvent privilégiée pour résoudre des différends d'ordre politique, religieux ou culturel. L'absence de stabilité sociale à l'échelle régionale, nationale, et mondiale, amène à rechercher un environnement favorable au développement économique.

Le confucianisme peut être une alternative orientale à de tels conflits, tout en étant une pensée, une éthique humanitaire. Pour une éthique comme le confucianisme, la bonté est innée chez les êtres humains, et on peut toujours réveiller cette bonté innée des êtres humains, on peut toujours réveiller la bonté même chez des hommes méchants, la grande bonté d'une personne doit faire oublier la rancune qu'elle a pu provoquer. Confucius lui-même le dit dans ses Entretiens : Un homme de bien fait preuve d'un respect sans faille, se comporte courtoisement avec autrui et observe les règles du rituel.

### ***Entre les quatre mers, tous les hommes sont des frères.***

C'est pourquoi en plus de deux mille ans d'histoire de la Chine, le confucianisme est toujours demeuré la philosophie ou l'idéologie officielle; tous les envahisseurs dits barbares furent civilisés ou assimilés à travers le confucianisme. Les premiers empereurs de la Dynastie des Qin se donnèrent beaucoup de peine pour se conformer au modèle de l'homme de bien et du lettré confucianiste, versé et doué dans les six arts - rites, musique, tir à l'arc, conduite du char, calligraphie et mathématiques- .Et l'homme de bien que forme le confucianisme respecte les autres. Pour Confucius, un homme de bien respecte autrui tout en respectant la diversité. En Chine, on dénombre cinquante-six minorités nationales et les Chinois pratiquaient et pratiquent encore indifféremment le taoïsme, le bouddhisme, le confucianisme et l'islam, sans qu'il y ait aucune guerre religieuse. Le confucianisme rend possible cette situation car il a presque toujours été la philosophie officielle et prépondérante ; par conséquent, les cultures et coutumes des principales minorités nationales sont tolérées et respectées par la culture des Han. Même à l'époque de la Grande Révolution Culturelle, les cantines et des restaurants musulmans demeuraient ouverts parce que les musulmans ne mangent pas de la viande du porc comme les autres.

De plus, l'homme de bien que Confucius s'efforce ardemment de former, est non seulement celui qui est tolérant mais encore celui qui est honnête et franc envers les autres. Un jour, Zi Lu, l'un des disciples les plus éminents de Confucius demande au Grand Maître comment définir le respect de l'homme de bien envers autrui; Confucius lui répond : un homme de bien apprécie l'harmonie et non l'uniformité, tandis que l'homme de peu prise l'uniformité plutôt que l'harmonie.

Construire une société, un monde où coexistent pacifiquement différentes cultures est indispensable pour que le développement économique s'effectue correctement. Un nouveau monde harmonieux constitué de la diversité est plus dynamique et donc plus fertile non seulement culturellement, mais encore économiquement.

### ***Les cinq relations***

Depuis longtemps, beaucoup d'entreprises, grandes ou petites, ont été et sont encore organisées autour d'un noyau de cinq relations:

## Relation de parenté

La relation de parenté est surtout présente dans les petites entreprises asiatiques comme les ateliers familiaux. Dans l'artisanat, le directeur est en général le père de famille, les employés étant, par conséquent, la femme, les fils et les filles. Ils sont normalement travailleurs et d'une fidélité à toute épreuve envers le père.

Confucius apprécie beaucoup cette liaison de parenté, qu'il considère comme l'unité fondamentale de la société. Avec le culte des ancêtres, les employés de beaucoup d'entreprises asiatiques sont totalement fidèles au directeur et donc à l'entreprise ; de même, les grandes entreprises asiatiques, comme la société japonaise Panasonic, s'organisent à la façon de familles, les directeurs étant respectés comme des pères de famille, à la façon dont les Japonais respectent leur Empereur. L'Institut de commerce de la Société Panasonic qui assure la formation continue des salariés de cette entreprise dispense un cours de vertu commerciale qui utilise comme manuel les *Entretiens* de Confucius.



En Chine continentale surtout, on trouve beaucoup d'entreprises « de bourg et de campagne ». Presque partout dans le monde, il y a des entreprises ou des commerçants chinois, généralement organisés autour d'une même parenté (Société des Tang à Paris par exemple). En cas de litige, l'arbitrage est fait par la personne la plus âgée du clan, celle-ci rend la justice sans passer par le circuit habituel des avocats et des procédures astreignantes.

## Relation de pays

Relation de pays veut dire « les relations entre les voisins, les compatriotes du pays natal ». Les commerçants et les travailleurs migrants en ville ou à l'étranger ont presque tous leurs associations rassemblant ceux qui sont venus d'un même village, d'un même district, d'une même province. En Chine, chaque district établit un bureau dans les villes et particulièrement dans le chef-lieu de la province, afin d'aider les compatriotes migrants, et chaque province en établit un à Beijing la capitale ainsi que dans tous les autres chefs-lieux de province de toute la Chine. Depuis le début de la Dynastie des Ming (1368-1644) déjà, on trouvait beaucoup d'organisations privées de ce genre pour résoudre des problèmes non criminels.

## Relation aux dieux

Dans la culture chinoise, outre les dieux du ciel, terrestres, ou fantomatiques, existent encore les dieux des métiers quand il s'agit des affaires et des fortunes. Le dieu de la fortune s'appelle en général Zhao GongMing 赵公明, il peut s'incarner sous la forme de Bi Gan 比干 ou de Gua Yu 关羽. Bi Gan est considéré comme le dieu lettré de la fortune, le prototype de ce dieu est en fait un personnage mythologique, ministre éminent de la Dynastie des Shang qui est pieux et loyal mais aussi incapable de distinguer le mal du bien, parce qu'il a perdu son cœur en montrant sa fidélité à l'Empereur. Il est donc remplacé par Guan Yu qui est considéré comme le dieu confucianiste de la fortune, parce qu'il est à la fois loyal, juste et compétent dans tous les domaines. Il est aussi considéré comme dieu guerrier de la fortune parce qu'il est en fait un général très respecté par des « bons bandits » qui s'emparent des richesses pour aider les pauvres, un genre d'acte longtemps apprécié en Chine.

En Chine ancienne, les associations de commerçants et les corporations de métier étaient en général armées et savaient combattre pour se défendre, ou quelquefois pour régler des différends commerciaux.

### **Relation de profession**

En Chine comme partout dans le monde existent des associations professionnelles. «L'Association de Lu Ban», qui est l'association nationale pour les ouvriers et les techniciens, organise chaque année des concours officiels qui font partie de la formation continue. Qu'il soit lauréat national ou régional, le champion devient un travailleur modèle de ce métier et son salaire est supérieur à celui de ses collègues.

### **Relation des sources**

L'économie chinoise contemporaine comme celle d'autrefois, est très monopoliste. En effet, depuis plus de deux mille ans, les marchandises stratégiques comme le sel, les céréales sont placées sous le monopole du gouvernement central. C'est pourquoi, jusqu'à nos jours, avec une économie de marché assez ouverte, il reste beaucoup de traces monopolistes, notamment sur le marché de l'énergie où le pétrole et le charbon sont monopolisés par les entreprises d'État. Hormis cela, existent encore beaucoup d'unions des producteurs de matières premières qui monopolisent souvent le marché de ce type de marchandises, comme l'association de la sylviculture, l'association du thé, l'association de l'électricité, l'association du charbon, l'association de la montagne de HuangShan, etc. On voit très bien que les relations entre les membres de l'association sont assez semblables à celles liant les membres d'une famille tant au niveau organisationnel qu'au niveau de l'activité commerciale ou de la fixation des prix.

### **l'Histoire et les huit vertus**

Il est nécessaire d'évoquer un peu l'histoire du développement économique chinois pour savoir combien l'économie chinoise est compliquée dans son développement.

Entre les années 1920 et 1949, la Chine a repris l'exemple du système économique capitaliste. Après des débuts prometteurs et l'émergence de quelques « lueurs d'économie moderne », l'arrivée des envahisseurs japonais et la guerre de résistance qui dura huit ans ont presque tout détruit. S'ensuivit l'économie socialiste collective qui a duré pendant presque trente ans.

Malgré l'économie de marché en Chine, il subsiste de nombreuses traces d'économie familiale, féodale et d'État « socialiste ». Dans cette économie « mixte » et compliquée, le confucianisme joue encore un rôle assez important, tant au niveau de l'organisation qu'au niveau de la conduite des affaires. Les Chinois, habitués à une économie agricole « féodale » pendant plusieurs dizaines de siècles et à une économie planifiée pendant trente ans, une fois convertis à l'économie de marché, ne savent pas toujours se déterminer. Cela peut conduire parfois à certains excès dans les comportements non encore totalement encadrés. Confucius voulait un ordre équilibré et juste du marché. La Chine a fait des lois après l'ouverture vers l'extérieur, mais principalement des lois en liaison avec le cadre technique et économique plutôt qu'en relation avec la vertu confucéenne. C'est pourquoi, tant dans la Chine ancienne qu'en Chine actuelle, on apprécie toujours ceux qu'on appelle « les commerçants confucianistes », parce qu'ils sont des « *Jun Zi* », des hommes qui sont honnêtes et possèdent les huit vertus. Ces vertus sont : Humanité, bienveillance envers autrui, libérale, universelle et désintéressée; Équité, sens du devoir, droiture, rectitude portant à faire ce qui est juste ou convenable; Courtoisie, suivi des rites et des cérémonies civiles ou religieuses, politesse; Intelligence, capacité, talent, sagesse; Sincérité, bonne foi; Fidélité, loyauté; Piété filiale ; Incorruptibilité.

Depuis que le confucianisme est devenu, sous la dynastie des Han, la philosophie officielle de l'Empire chinois, ces huit caractères, huit vertus, qui synthétisent la pensée de Confucius, sont le principe du savoir-vivre des Chinois, incluant les commerçants, les fonctionnaires ou les responsables qui font les lois du commerce.



dispositions législatives de l'UE qui sanctionnent le suremballage par des amendes ont été prises sous l'influence des associations).

Les problèmes environnementaux devraient être pris en compte lors de l'évaluation de la performance d'un gouvernement (en Chine et ailleurs, les gouvernements ne sont appréciés que par rapport à la croissance du PIB).

Le calcul de l'empreinte écologique d'un produit s'effectue dès le début de sa production : il s'agit de produire les produits écologiques de façon écologique.

Il est bon de privilégier les circuits courts de consommation en évitant les intermédiaires (par exemple, l'achat direct de fruits et légumes au producteur pour limiter les kilomètres parcourus par le produit).

Il faut réduire la consommation de cachemire, car une chemise en cachemire nécessite la laine de dix chèvres qui pâturent sur mille *mu* d'herbe, soit environ 67 hectares.

### **Perspectives pour le futur :**

Des indicateurs environnementaux précis devraient être définis afin d'évaluer les performances environnementales du gouvernement (proposition d'un Chinois : chaque année, on regarde si le gouvernement a permis la réduction des émissions de gaz à effet de serre, si non : il doit s'en aller !) ; Dialogue, coopération entre toutes les parties prenantes : la société civile doit réellement participer à l'élaboration des lois.

#### **Actions préconisées :**

Distribution de quotas égaux d'énergie, d'eau par personne dans le monde entier (quotas qui pourraient être vendus et achetés) ;

Empreinte écologique indiquée sur chaque produit ;

Mise en place d'une fiscalité concernant l'environnement.



## **« Management responsable »,**

**par Michel Dessaigne, responsable d'IRESCA, cheville ouvrière européenne de l'atelier**

IRESCA a participé au Forum Chine Europe, organisé à WuHan, la capitale du Huneï, pour une première partie de travail en atelier portant sur le management responsable, et à Hong Kong pour la plénière.

### **Mais qu'est ce qu'IRESCA ?**

En 2003, sept organisations françaises, rejointes par d'autres depuis, ont signé un Manifeste pour la responsabilité sociale des cadres et ont créé de façon assez informelle IRESCA - Initiative internationale pour la REsponsabilité Sociale des Cadres- . Deux constats majeurs ont justifié cette initiative. Il y a d'abord la position particulière des cadres, spécialement dans une période où les contraintes financières et sociales sont fortes. Ils sont soumis à des pressions croissantes et sont confrontés à des dilemmes

entre ce qui leur est imposé et ce dont ils se sentent responsables. Il y aussi la nécessité d'un espace de dialogue entre cadres. IRESCA est à cet égard, un lieu tout à fait particulier, puisqu'il rassemble (pour la France) deux organisations syndicales (CFDT Cadres et UGICT CGT), deux organisations patronales (Centre des Jeunes Dirigeants et Centre des Jeunes Dirigeants de l'Economie Sociale), deux ONG (Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme et Ingénieurs Sans Frontières) et un établissement d'enseignement supérieur (Ecole de Paris du Management). Dans les échanges internationaux, les différences culturelles, les approches diversifiées du management, les confrontations commerciales et techniques sont autant de défis et d'opportunités pour les responsabilités que les cadres exercent au sein de leurs organisations. En matière de responsabilités sociales, certes la Chine nous interpelle, mais elle constitue également un horizon intéressant pour des évolutions que les Chinois eux-mêmes ressentent comme nécessaires, l'éco développement par exemple.

IRESCA entretient depuis quelques années déjà un dialogue ouvert avec la Chine. A Rome, en 2007, un atelier « dirigeants d'entreprise » auquel participaient aussi EUROCADRES et plusieurs représentants de l'économie chinoise, avait émis des propositions à partir de quatre grands types de questionnements :

- Les perspectives en Chine (transition vers l'économie de marché ; pénurie de RH dans les petites entreprises ; situation des femmes ; conversion des entreprises publiques / privées ; modèles d'organisation ; premiers emplois.)
- Les perspectives européennes (renforcement de la construction de l'Europe ; traité de Lisbonne et compétitivité ; les cadres, la liberté d'expression et les droits de l'homme ; espace européen d'enseignement supérieur et le processus de Cologne ; leadership et multinationales)
- Les regards croisés sur la société chinoise et sur la société européenne (responsabilité sociale ; transparence et dialogue social dans les entreprises ; les besoins des jeunes ; l'environnement ; les droits individuels des travailleurs)
- Les défis communs (dialogue social ; cogestion ; innovation technologique et innovation sociale ; dialogue social et levier démocratique ; le rôle des cadres).

### **Rendez-vous à WuHan**

C'est pourquoi IRESCA, dont l'animateur était « cheville ouvrière » de l'atelier, s'est investie avec force dans l'atelier management responsable. Les autres participants de la délégation européenne étaient deux Français (une consultante et le président d'Ingénieurs Sans Frontières), - une Tchèque, un Roumain, tous deux responsables au sein d'EUROCADRES, un Belge représentant une société de notation extra financière. Côté chinois, la chance voulait que l'atelier soit accueilli à l'Université des langues étrangères de Wuhan par le Directeur de l'institut de recherches sur la langue française. Parmi les représentants chinois, on comptait le PDG d'une entreprise pharmaceutique, une chercheuse de l'Institut des Sciences de l'information de Pékin, le Directeur du centre pour l'environnement de l'Université venu faire une conférence sur le développement durable, des enseignants et chercheurs de l'Université. Surtout, la culture européenne était connue et appréciée par la plupart des Chinois présents, sans oublier pour autant une couleur bien particulière dans les approches, typique de la civilisation chinoise, par exemple dans les références au taoïsme, dans la vision de la nature ou la manière d'appréhender le luxe dans une société de consommation.

WuHan est une ville de onze millions d'habitants, la douzième ville de Chine, une des deux grandes agglomérations de l'intérieur du pays. On y voit des quartiers anciens rasés pour laisser pousser de grandes tours, des artères éventrées pour le futur métro et une université sur un immense campus généreusement planté d'arbres et de pelouses que ne renieraient pas leurs homologues américaines. WuHan, c'est aussi un centre industriel où les marques européennes sont représentées : PSA-Citroën par exemple.

### **Une ligne directrice pour les travaux de l'atelier**

La proposition de la délégation européenne était d'aborder les thèmes du management responsable selon une approche assez classique : la loi (d'abord respecter

les règles – OIT, etc.) ; la philanthropie (image de l'entreprise) ; l'intégration dans les pratiques du management. C'est ce schéma qui a été adopté. Toutefois, la méthode utilisée pour conduire la production de l'atelier laissait une large part à la créativité et à la spontanéité, ce qui a parfois conduit à s'éloigner de ce schéma.

### **Des échanges**

Pour les Chinois de l'atelier, majoritairement des universitaires mais aussi une dirigeante d'entreprise, le management responsable c'est à la fois ce qu'en Europe nous avons appelé le paternalisme et aussi les groupes semi-autonomes, l'actionnariat salarié. « Confucius et Max Weber » dit le professeur Luo. L'entreprise pharmaceutique dont la présidente, madame Li Hong, participait à l'atelier est une entreprise au management très responsable parce qu'elle recrute des chômeurs, des 40/50 (les personnes de ces âges qui ont été licenciées et ne retrouvent pas de travail) et des handicapés à qui sont confiés des travaux légers. Quand un travailleur a un problème, il s'adresse au syndicat qui rencontre le management. Mais le syndicat « représente très souvent l'employeur » nous dit un participant en aparté alors qu'un autre affirme « Il sert à organiser des excursions, donner des œufs et emmener les gens au cinéma ». Les œuvres sociales du comité d'entreprise, dirions-nous en France.



### **Des résultats**

Le travail du groupe a permis de dégager cinq propositions majeures qui ont alimenté le débat et ont été intégrées aux travaux de la plénière les jours suivants, à Hong Kong: Rendre effective l'application des conventions fondamentales de l'OIT avec dispositif de surveillance ; Elargir la protection sociale pour les groupes

défavorisés ; Aider les entreprises à remplir leurs devoirs sociaux dans le long terme ; Rapporter le montant des contributions « volontaires », en cas de catastrophe, à la taille et à la richesse des entreprises ; Avoir une vision globale des enjeux et des impacts du management responsable.

On peut certes affirmer que ces réflexions et propositions ne sont pas exactement situées dans le périmètre de ce que nous appelons en Europe et en France notamment le « management responsable ». Mais, d'une part, nous savons bien qu'existent des ambiguïtés derrière cette expression : la plupart des colloques sur ce thème auxquels nous assistons en Europe ramènent le problème à l'engagement pour le développement durable affiché par l'entreprise. D'autre part, il y a pluralité de points de vue en Europe même sur ce qu'est le « management ». Sans parler des notions de responsabilité qui ont des racines différentes selon les cultures. Les propositions qui sont sorties des travaux ont un grand accent de réalisme – sans doute une marque du pragmatisme chinois - et de sincérité. Par exemple, nos interlocuteurs chinois étaient choqués par le comportement d'une grande entreprise de BTP qui, à la suite des destructions causées par de graves inondations, avait fait grand bruit autour d'un don à vrai dire très faible, rapporté à sa taille et à la publicité qu'elle en retirait.

### **Un regret malgré tout...et des perspectives**

La délégation européenne était majoritairement constituée de syndicalistes. Or la question syndicale n'a pratiquement pas été abordée, ce qui était très en retrait par rapport à la réunion du Forum Chine-Europe à Rome en 2007. Comment parler de l'évolution des pratiques de management sans évoquer l'indispensable rôle des

syndicats ? C'est un long chemin pour la Chine. Un peu moins peut-être pour l'Europe... où il reste malgré tout fort à faire. En fait, un beau sujet de dialogue et d'enrichissement mutuel !

## **« Regards croisés »**

**par Michel Doucin, ambassadeur chargé de la Bioéthique et de la Responsabilité sociale des entreprises, cheville ouvrière européenne de l'atelier.**

### **Le dialogue social**

Dans son intervention liminaire, le représentant du syndicat unique, M. Lui Jichen, avait affirmé que son organisation souhaitait jouer un rôle de défense des intérêts des travailleurs dans tous les domaines et prioritairement dans l'application effective des lois sociales, encore trop largement violées en Chine, la RSE venant après ce préalable. Les intervenants européens ont souligné combien la qualité des relations sociales était une condition nécessaire d'une bonne pratique de RSE, et que le canal du dialogue entre la direction et les représentants syndicaux librement élus était essentiel à cet égard.

Plusieurs entreprises européennes ont pu obtenir des autorités chinoises une tolérance pour organiser des élections libres dans leurs établissements, y compris lorsqu'il s'agissait de PME. BHP Billiton China (filiale chinoise de la plus grande entreprise minière du monde, basée en Australie) a pu créer un Comité de risque et d'audit et un comité de développement durable, Suez-Environnement fait appel au Comité 21 pour des dialogues avec les différents types de parties prenantes et EDF réunit un comité paritaire.

M. Philippe Vasseur, représentant Décathlon, entreprise du Nord de la France, a illustré les effets du dialogue social en Chine par les avantages comparatifs acquis sur la concurrence : innovation stimulée, compétitivité améliorée, motivation des salariés, attractivité permettant la qualité des recrutements, réduction des risques d'image et judiciaires, légitimité renforcée et anticipation de la législation. M. Bruno Mercier, directeur général d'Auchan-Chine a indiqué que l'interdiction faite aux Chinois de posséder des actions avait pu être dépassée par le biais d'un trust, afin de permettre à la société française d'organiser l'actionnariat de ses salariés, marque de fabrique de sa politique de RSE dans tous les pays et qui s'ajoute à un intérêt aux bénéficiaires. Leur sentiment était que ces expériences, très observées, étaient considérées par les autorités comme le laboratoire d'évolutions à venir.

M. Chen Mo, chercheur sur la RSE au China News Service a fait un exposé sur les concepts de RSE vus de Chine, où il apparaissait que les syndicats ne figuraient pas parmi les parties prenantes avec lesquelles les dirigeants d'entreprise devraient dialoguer. Les médias avaient, en revanche, un rôle pédagogique essentiel à jouer en relais du gouvernement qui conçoit la RSE comme une manière de faire évoluer la société et le marché vers une plus grande équité.

Il a été souligné que, dans la vision européenne, l'acteur syndical est si important que certains grands groupes en font leur partenaire privilégié dans l'élaboration de leur politique de RSE, en concluant avec lui un « accord cadre international » (ACI). M. Zhou Guoping, syndicaliste responsable pour l'Asie de la mise en œuvre de l'ACI d'EDF, en a fait la démonstration.

### **L'engagement des petites entreprises dans la RSE**

M. Jack Fung, dirigeant du conseil en management LinKubi a présenté cinq raisons pour une PME chinoise de s'engager dans la RSE : répondre aux exigences des donneurs d'ordre, motiver et retenir ses employés, réduire ses coûts, améliorer son image et créer de nouvelles opportunités de marché, pour, au total, accroître ses gains. Cette présentation était parfaitement en phase avec celle de M. Nicolas Schmitt, qui a expliqué en des termes identiques ce qui avait amené le Centre des Jeunes Dirigeants, organisation de plus de trois mille PME, à élaborer la « Performance Globale », standard

conçu pour des entreprises de toute taille. Cette question interpelle les autorités chinoises, qui ont notamment mis en doute l'applicabilité de la norme ISO 26000 aux petites organisations.

Plusieurs PME européennes implantées en Chine (Promodéfi, représentée par Nicolas Serrano-Rolin, son directeur Chine, Bernard-Control, représentée par Guillaume Bernard, son président) ont témoigné de la réceptivité et de la réactivité de leurs personnels aux méthodes de management soucieuses de leur qualité de vie qu'elles avaient introduites. M. Bernard, dont l'entreprise prend en charge l'assurance santé de toute la famille de ses 250 employés a toutefois signalé la difficulté de faire comprendre l'intérêt de ce type d'avantages à certains personnels qui préféreraient des primes versés au comptant.

### **Le rôle des pouvoirs publics**

La SASAC (la Commission de Contrôle et de Gestion des biens publics, qui gère les entreprises d'État) a présenté un programme ambitieux de réduction de la consommation d'énergie (dont la moitié de l'objectif de 20 % serait déjà réalisé), de redistribution des profits aux salariés (hausse des salaires de 8,8 % en 2009) et de lutte de toutes les entreprises publiques chinoises contre la pauvreté (3 milliards de yuans distribués en 2009).

M. Ma Xue Ji, directeur de la RSE de la zone économique de Pudong qui accueille dix-huit mille entreprises, a exposé le plan mis en œuvre depuis 2007 pour créer un environnement favorable à la RSE : bureau de promotion de la RSE dirigé par le maire, Guide pour la RSE articulé autour de 60 paramètres, programme d'action visant mille entreprises sous trois ans, Forum et « norme régionale de RSE ».

D'ores et déjà, 107 entreprises de la zone font des rapports annuels sur leurs activités sociales et environnementales. M. Yu Biao, Secrétaire général adjoint de la société d'aménagement de Pudong a complété en soulignant que cette dernière était certifiée ISO 14000 et que la ville nouvelle avait été déclarée « zone pilote pour la protection écologique », sept critères ayant été définis que devront ultérieurement respecter toutes les autres zones économiques d'exportation. Ils portent sur le retraitement des déchets industriels, l'habitat, l'énergie, l'eau, les émissions de gaz et la formation du personnel. M. Vasseur a souligné l'importance croissante que revêt en Europe l'intervention des pouvoirs publics en tant que régulateurs de pratiques de RSE qui, sinon, risqueraient de verser dans la pure communication. La France a été pionnière en la matière et est maintenant très écoutée. M. D'Humières a complété en présentant



les obligations de reporting social et environnemental créées par les lois françaises de 2001, 2009 et 2010. L'existence d'une politique publique française en matière de RSE, que symbolise la fonction d'ambassadeur spécialiste du sujet, a retenu l'attention des interlocuteurs dans un pays où notre image était jusqu'ici beaucoup moins affirmée que celle d'autres pays européens dont plusieurs ont conclu des accords de coopération dans le domaine : Allemagne (GTZ), Pays-Bas (*memorandum of understanding*), Grande Bretagne (British Council), Italie (Chambres de commerce), Suède (SIDA), Suisse, USA, etc.

Une certaine convergence de vues est apparue entre Européens et Chinois. M. Liu Beixian, Président du China News Service a souligné que la RSE est une des politiques de mise en œuvre d'une stratégie de développement durable, ce dernier apparaissant de plus en plus comme un enjeu considérable. M. Guo Changjiang, vice-président de la Croix

Rouge, a daté de 2007 le début d'un mouvement de réglementation de plus en plus dense pour baliser le parcours des entreprises dans la RSE. Divers échanges ont confirmé que la RSE fait l'objet d'un vif débat au sein de cercles officiels chinois diversement disposés à en retenir toutes les composantes, en particulier le dialogue social, mais qui fondent sur son développement l'espoir d'un cheminement accéléré vers la « société d'harmonie ».

### **La RSE et la lutte contre la pauvreté**

Abordé à travers le thème de la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire, ce thème a confirmé l'existence de nuances entre les conceptions chinoise et européenne de la responsabilité sociale des entreprises. Pour la société chinoise, il va de soi que l'entreprise a un rôle social qui dépasse ses murs et ses obligations légales. L'origine de cette idée de l'existence de devoirs de l'entrepreneur vis-à-vis de la société dans laquelle il prospère se trouve dans des traditions culturelles et morales dont Confucius, penseur en vogue, a été l'une des expressions. Aussi le Forum qu'organisent chaque année le China News Service et la Fondation de la Croix Rouge Chinoise a-t-il vocation à encourager des initiatives philanthropiques de type humanitaire et social souvent déconnectées du métier pratiqué par les entreprises donatrices. Pour l'ACFTU, syndicat unique, ce mouvement doit être encore davantage encouragé. Pour le SASAC, les entreprises publiques doivent y prendre une part importante, en particulier dans les zones sous-développées. Ces entreprises ont créé sept fondations et ont dépensé trois milliards de yuans pour des causes caritatives en 2009. Les entreprises européennes et internationales qui participent à cette orientation reçoivent un très bon accueil, et pratiquement toutes celles qui souhaitent obtenir de façon durable leur « licence d'opérer » se doivent de développer un volet philanthropique. Auchan encourage ainsi les visites de ses employés dans les maisons de retraite en fin d'année pour stimuler leurs sentiments compassionnels. Amway China (Amway est une société étatsunienne de vente directe, parmi les plus importantes et les plus prospères du monde, spécialisée dans les produits de bien-être) encourage les initiatives bénévoles de ses salariés dans tous les domaines et finance des bourses pour des missions sociales d'étudiants en milieu rural. Le fournisseur en matériaux et équipements pour boulangerie Lesaffre a su conjuguer son métier avec le désir de ses dirigeants d'offrir un avenir à des orphelins en organisant une formation diplômante en alternance à la boulangerie. Alcatel-Lucent a dégagé sept mille heures de travail pour l'engagement bénévole de ses employés dans des actions luttant contre les inégalités, notamment dans l'accès à Internet.



Le débat a fait apparaître que les sièges sociaux des entreprises européennes qui se livrent à de telles activités philanthropiques sont souvent hésitants à faire figurer ces dernières dans leurs bilans RSE, le concept dominant étant que la responsabilité sociale des entreprises consiste en l'inclusion de pratiques sociales et environnementales innovantes et conformes à l'intérêt général dans le cœur de leur métier et de leur stratégie économique, tout en dialoguant avec l'ensemble de leurs parties prenantes. Mais ces sièges, situés dans des pays relativement riches n'ont pas à faire face à la pression politique et sociale qui pèse sur des entreprises immergées dans des pays où persiste souvent une immense pauvreté à laquelle ne peuvent faire face seuls les pouvoirs publics.

Le débat a fait apparaître que les sièges sociaux des entreprises européennes qui se livrent à de telles activités philanthropiques sont souvent hésitants à faire figurer ces dernières dans leurs bilans RSE, le concept dominant étant que la responsabilité sociale des entreprises consiste en l'inclusion de pratiques sociales et environnementales innovantes et conformes à l'intérêt général dans le cœur de leur métier et de leur stratégie économique, tout en dialoguant avec l'ensemble de leurs parties prenantes. Mais ces sièges, situés dans des pays relativement riches n'ont pas à faire face à la pression politique et sociale qui pèse sur des entreprises immergées dans des pays où persiste souvent une immense pauvreté à laquelle ne peuvent faire face seuls les pouvoirs publics.



## **Dialogue entre Comités économiques et sociaux**

*par Béatrice Ouin, membre du Comité économique et social européen*

Du 22 au 24 juillet s'est tenu à Shanghai un séminaire conjoint entre les Comités économiques et sociaux européen et chinois sur le commerce et le développement.

Le Comité économique et social européen est composé de 344 représentants de la société civile européenne, un tiers d'employeurs, un tiers de syndicalistes, le dernier tiers réunissant les représentants des agriculteurs, des professions libérales, des associations familiales, de consommateurs, environnementales..

Le Comité économique et social chinois, lui, est une organisation statutairement indépendante qui réunit des instituts de recherche dans les domaines économiques et sociaux, des représentants syndicaux, des entreprises du secteur public et surtout privé. Il est financé majoritairement par des fonds d'entreprises privées. Son rôle est de soutenir le processus de réformes en Chine et de contribuer à la politique d'ouverture vers l'étranger.

En 1994, la Commission européenne définissait pour la première fois un cadre global des relations de la Communauté européenne avec les pays d'Asie dans sa communication intitulée "Vers une nouvelle stratégie asiatique". En 2001, elle décidait d'aller plus loin dans cette politique et d'établir "Un cadre stratégique pour renforcer les relations de partenariat Europe-Asie".

### **Les CES se rencontrent**

Le CESE pour sa part a noué des relations avec le Conseil économique et social de Chine (CESC), avec lequel il a signé une déclaration conjointe dès la création de celui-ci, en 2001.

Dans une déclaration conjointe signée en juillet 2002 à Beijing, les deux institutions ont reconnu l'importance de maintenir et de développer des relations d'amitié entre la Chine et l'Union européenne et se sont dites prêtes à engager des consultations, un dialogue et des recherches sur des questions économiques et sociales d'intérêt commun, ainsi que sur des questions liées aux droits de l'Homme et à l'état de droit, afin de promouvoir le développement économique et le progrès social en Chine et dans l'Union européenne.

Le neuvième sommet UE-Chine, qui s'est tenu à Helsinki en septembre 2006, a reconnu que les échanges et la coopération entre le CESE et le CESC constituaient une composante importante des relations UE-Chine et a encouragé la mise en place d'une Table Ronde de la société civile UE-Chine qui se réunirait régulièrement afin de contribuer à enrichir et à développer le partenariat stratégique entre la Chine et l'UE. La réunion inaugurale de la Table Ronde a eu lieu le 22 juin 2007 à Pékin et a été consacrée au développement durable et au changement climatique.

### **Une Table ronde de la société civile**

La Table ronde a été conçue comme un forum de discussion et de dialogue de la société civile sur toutes les questions ayant trait aux relations UE-Chine, offrant une approche plus informelle qu'au niveau officiel, indépendante des aléas de ce dernier. Grâce à sa nature non gouvernementale, elle a toute latitude de décider des sujets de discussion qu'elle veut aborder et d'aller au-delà des thèmes débattus entre les instances gouvernementales. Une étroite collaboration avec la Commission européenne permet de suivre les débats en cours au niveau des dialogues bilatéraux et de tenir compte de ceux-ci dans le choix des thématiques.

La Table ronde est composée de trente membres, quinze représentants côté européen, autant côté chinois. Elle est coprésidée par les Présidents des deux institutions. Les quinze représentants européens reflètent la composition du CESE : cinq employeurs, cinq syndicalistes et cinq représentants des intérêts divers.

La Table ronde se réunit deux fois par an, alternativement en Chine et dans le pays de la présidence de l'UE. Depuis 2007, elle a examiné des questions liées au développement durable, au changement climatique, à l'énergie, aux eaux et forêts, elle a débattu de la responsabilité sociale des entreprises, du commerce et des investissements en lien avec les discussions en cours pour le renouvellement de l'accord de coopération et de partenariat bilatéral entre la Chine et l'UE, mais aussi du recyclage des déchets, des droits économiques et sociaux en Chine et en Europe, des droits des enfants.

Les thématiques abordées sont choisies alternativement par la partie européenne et par la partie chinoise et approuvées de commun accord. Elles sont examinées lors de deux Tables rondes successives, afin de disposer d'une vue d'ensemble d'une problématique et d'une compréhension des concepts utilisés par chacun dans un premier temps, d'approfondir les aspects les plus porteurs pour la société civile dans un deuxième temps.

Un rapporteur chinois et un rapporteur européen préparent une contribution écrite établie avec l'aide d'un expert de leur choix qui servira de base au débat.

Des rencontres et visites de terrain sont organisées en lien avec les thématiques abordées. C'est ainsi que les membres chinois ont pu visiter des installations de recyclage de déchets au Danemark et en Allemagne, ou que des rencontres avec des représentants du ministère du commerce chinois, l'union des entreprises européennes en Chine ou l'association des femmes entrepreneurs de Chine ont été organisées en marge de la session sur le commerce et l'investissement.

Une déclaration commune est adoptée à l'issue de chaque Table Ronde. Elle permet aux membres de faire le point sur les éléments de consensus qu'ils sont parvenus à dégager au cours des débats, de poursuivre les discussions lors de la Table Ronde suivante là où les points de vue divergent. Elle est transmise aux autorités politiques de l'Union européenne et chinoises. Bernard Kouchner, ministre français des Affaires étrangères et européennes, écrivait à l'issue des travaux de la troisième Table Ronde, tenue sous la présidence française: « *Vous pouvez être assuré qu'il sera tenu compte des travaux conjoints menés entre le Comité économique et social européen et son homologue chinois lors du prochain sommet entre l'Union européenne et la Chine. Je tiens à souligner l'intérêt et l'utilité de cette instance originale de discussion entre partenaires économiques et sociaux de l'UE et de la Chine* ».



### **Séminaire à Shanghai**

Le séminaire de juillet 2010 à Shanghai ne réunissait qu'une partie des membres de la Table ronde, mais associait d'autres membres, experts des questions de commerce et de développement. Une partie des réunions ont eu lieu au sein du pavillon belgo-européen de l'exposition universelle, puisqu'il avait lieu au même moment que les Journées européennes du commerce, avec la participation, notamment du commissaire européen Karel De Gucht et du vice ministre du commerce de la République populaire de Chine, Gao Hucheng. Ensuite des sessions ont eu lieu à l'Hotel Haytt, organisées par le Conseil économique et social chinois, la Conférence consultative politique du peuple



européen, et ils continuent de considérer que la RSE peut être vécue avec d'autres lois sociales que celles qui ont cours en Europe.

Dans ce dialogue sino-européen, les acteurs français ont une place particulière. D'une part, parce que les entreprises françaises tiennent leur place dans le développement accéléré de l'économie chinoise, avec des politiques très innovantes sur le plan social ou environnemental. Leurs apports sont très importants en termes de management, dans le cadre de la montée en gamme des activités économiques.

D'autre part, la vision française est un peu décalée par rapport à la moyenne européenne. La France, avec la loi NRE, renforcée par la récente loi Grenelle II équilibre le caractère volontaire de la RSE par une incitation légale forte, en matière de *reporting* notamment. Il y a là, à la fois, une forte proximité avec les méthodes chinoises, concernant le rôle important dévolu à l'État. Mais cette proximité dans la nature des instruments à mobiliser pour réguler et développer la RSE, peut être également l'objet d'une divergence fortes sur le respect des normes internationales et d'un conflit en termes de souveraineté sur le plan des règles de démocratie sociale.

Il nous semble que la RSE permet de construire un dialogue fructueux avec des acteurs pour peu que nous abordions les questions sociales sous l'angle de leur contribution à l'efficacité économique et sous celui des modes de régulation sociale au service de la compétitivité.

oo

## Vingt ans après,

*par Radu Minea*

*Radu Minea est un chercheur scientifique roumain, président de la fédération syndicale FSLCPR (Fédération des Syndicats des Employés en Recherche et Développement de Roumanie), représentative au niveau national pour la recherche scientifique et le développement. Il livre ici quelques impressions sur les changements qu'il a constaté en Chine.*



La participation au Forum Chine-Europe m'a donné l'occasion de revoir la Chine après presque vingt ans. Ma première expérience de la situation chinoise m'a été apportée par la participation à un symposium scientifique, organisé par l'Académie chinoise de Beijing où j'avais longuement parlé avec mes collègues du monde scientifique. L'expérience de 2010 a été différente, et les milieux que j'ai rencontrés n'étaient pas les mêmes. En

discutant avec des participants chinois au forum, des jeunes universitaires qui nous ont servi de guides, des personnes d'âges divers, j'ai constaté de grands changements dans la tenue des gens ordinaires, dans l'aspect des rues et dans les conditions de la vie.

La vie quotidienne se rapproche tendanciellement de celle que nous connaissons en Europe. Néanmoins, j'ai noté que les Chinois se réfèrent fréquemment à la période de Mao et restent pleins d'admiration et de respect pour les réalisations de cette période, dont ils justifient la nécessité. En Chine, les conditions de la vie changent vite, il n'en est pas de même de la mentalité, et cela apparaît très nettement quand on compare avec l'ex colonie Hong-Kong, récemment intégrée.

Je participais en tant que syndicaliste à l'atelier sur le management responsable et j'ai regretté qu'il n'y ait pas de syndicalistes chinois avec nous, cependant la partie chinoise a reçu avec intérêt les propositions de la partie européenne, dont l'aspect social était important. On doit noter l'ouverture des jeunes envers l'entente et la coopération avec les structures de la société européenne, même si les gens de Hong Kong y sont mieux préparés, notamment parce que les barrières linguistiques n'y existent presque pas.

oo

## La question de la gouvernance

*par Guillaume Nourrit, président d'Ingénieurs Sans Frontières*

Challenge du Forum Chine Europe, la question de la gouvernance ne se présente pas de la même manière que l'on soit Européen ou Chinois. Les échanges lors de ce forum, ont prouvé malgré ces différences de cultures et de régimes politiques, que les attentes étaient communes face à des gouvernances inadaptées et insuffisantes pour répondre aux enjeux de nos sociétés.

Les problématiques mondiales telles que le réchauffement climatique, la diminution de la biodiversité ou la dernière crise financière et économique témoignent de l'interdépendance de nos sociétés. Une gouvernance mondiale n'a donc jamais été autant nécessaire. Celle-ci prend forme actuellement à travers les rencontres du G20 qui ne se sont pour l'instant pas traduites en prise de décisions significatives et qui ne possèdent aucune légitimité internationale pour prendre de telles décisions. Les vingt plus grandes puissances du monde ont un rôle majeur à jouer face aux enjeux mondiaux mais cela ne peut se faire hors de toute institution légale et reconnue de tous les pays. Cette institution existe déjà, c'est l'ONU mais la gouvernance de celle-ci date d'une époque révolue et ne semble pas être en capacité à faire respecter des décisions qui y seraient prises.

Les gouvernances « régionales » (Europe, Chine) et « locales » doivent également être plus fortes et plus présentes. Les gouvernements « régionaux » et locaux doivent être en mesure de peser sur les enjeux et les décisions de leur territoire. Au niveau local, cela suppose une reconnaissance d'une plus grande souveraineté des acteurs locaux et une plus grande décentralisation du pouvoir. Plus de gouvernance, cela signifie aussi un renforcement du respect de la loi qui doit s'appliquer sur tout le territoire et une lutte plus forte contre la corruption. Ce n'est pas forcément les lois qui font défauts mais l'application de celles-ci.

Ces gouvernances renforcées ne doivent pas se faire sans une remise en question des modèles actuels. Du niveau local au niveau international, elles doivent reposer sur le



respect de principes assurant leur légitimité mais aussi leur efficacité.

Ainsi, il est essentiel que ces nouvelles gouvernances du niveau local au niveau mondial soient fondées sur le respect de toutes les parties prenantes, et en premier lieu la société civile, le respect du principe de précaution, évitent toute marginalisation et cloisonnement. Elles doivent reconnaître le rôle de la société civile comme acteur des territoires et contribuer à la construction d'une confiance mutuelle en respectant le principe de transparence. Les conditions d'un

dialogue étant posées, celui-ci devra s'attacher à ne pas prendre seulement en compte les intérêts sectoriels mais traiter les enjeux globaux. En premier lieu, l'accès aux ressources essentielles (eau, nourriture, ...) doit être assuré ainsi qu'un développement durable où les valeurs sociales et la protection de l'individu garantissent l'égalité des chances.

Au même titre que les gouvernements, la gouvernance des entreprises est elle aussi appelée à évoluer et à respecter ces principes, en particulier la place des organisations de salariés en tant que parties prenantes. Cette nouvelle gouvernance questionne le rôle que doivent jouer les entreprises dans nos sociétés et des initiatives telles que les entreprises sociales sont à explorer.

Ces nouvelles gouvernances attendues par Européens et Chinois, sont nécessaires pour assurer un développement harmonieux de nos sociétés mais pas suffisantes. Ainsi lors du forum Chine Europe, un certain nombre d'actions ont été identifiées pour venir soutenir celles-ci.

L'histoire et la culture des sociétés chinoise et européenne sont différentes, cependant des valeurs communes existent. Il faut donc continuer à promouvoir les rencontres entre sociétés pour mieux connaître l'autre et ainsi identifier ces valeurs partagées.

Les sociétés civiles doivent, elle aussi, plus se mobiliser. La encore, les différences sont importantes entre européens et chinois. L'expression de la société civile est particulièrement difficile en Chine alors qu'en Europe, elle semble faire partie de sa culture bien que les institutions européennes ne soient pas encore un modèle en la matière. Ces deux sociétés devront, par l'éducation et la formation, faire évoluer leur culture pour reconnaître le rôle principal que doit jouer tout individu en tant que citoyen.



## Une fin et un commencement

*par Michel Dessaigne*



Le Forum Chine Europe s'est terminé par une réunion plénière à Hong Kong, du 12 au 14 juillet 2010.

Il est difficile de ramener à quelques phrases la richesse d'un évènement où, avec un enthousiasme, une inventivité et une spontanéité qui ont surpris les quelques six cents participants eux-mêmes, ont été jetées les bases non seulement d'un échange entre deux continents, mais inévitablement, des perspectives pour une certaine idée du monde que nous devons laisser aux générations futures. Etait-ce un point d'orgue – puisqu'il s'agissait de la troisième édition de ce forum – ou le début de quelque chose d'autre – car, compte tenu des résultats obtenus, il faut désormais aller plus loin et faire autrement ?

Au début de cette séance plénière, qui avait été préparée par plus de soixante-dix ateliers, les discours de Michel Rocard et du Professeur Gheng Siwei ont en quelque sorte planté le décor. La séance de clôture n'en a pas été pour autant celle des discours convenus. Les interventions du Professeur Xe Xiaowen, de Pierre Calame, de Gerhard Stahl, de Yu Shuo puis les restitutions des quatre groupes thématiques ont pu synthétiser des résultats de travaux particulièrement riches.

## Un défi mondial

D'abord, le défi devait être clairement exposé : celui d'une crise des valeurs qui remet en cause nos modèles de développement et en appelle de nouveaux, dans une situation d'interdépendance entre Etats peuples et cultures qui doivent coopérer dans la diversité à laquelle tout le monde aspire. Et puis des choix à effectuer, entre unité et diversité, entre croissance et harmonie, entre libéralisme et volontarisme. Il faut non seulement de nouveaux modèles économiques et politiques, mais une nouvelle éthique. Il faut une vision pour le monde qui permette le plus grand nombre de rêves individuels.

La prise de conscience de la nécessité d'un développement durable et harmonieux a été unanime, quoique empreinte de déclinaisons différentes qui démontraient tout le sérieux des débats. « *Ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles* », le Professeur Cheng Siwei rappelait fort justement cet avertissement de Engels. Car nos rapports avec la nature caractérisent chaque étape du devenir de nos sociétés. La nôtre a choisi d'agir par la science et la technologie. Comment assurer une transition vers une société durable, faire la part entre urgence sociale et urgence écologique ? Comment assurer le financement d'un développement durable qui est à la fois opportunité économique et un impératif quant aux choix de consommation et d'investissements ? Des solutions existent, si du moins nous acceptons des réorientations de nos moyens de façon très volontariste pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Cela implique le développement de technologies de carbone propre, d'utilisation de ce carbone comme matière première, de traitements nouveaux à mettre en place. Cela implique aussi une collaboration entre Etats. Donc des sacrifices partagés. Mais également un rééquilibrage des efforts. On ne peut montrer du doigt la consommation chinoise sans se poser la question d'une surconsommation en d'autres endroits de la planète. La Chine fait des progrès. Elle souhaite qu'on en tienne compte. Le marché du carbone peut être une opportunité pour la Chine si elle sait s'organiser et investir en conséquence. Pourtant, les décisions les plus fondamentales se prennent au niveau international. Il ne suffit pas de reconnaître la limitation des ressources comme notre plus grande contrainte, mais il faut agir pour modifier nos habitudes de consommation, investir dans le développement durable à condition que cet investissement trouve son équilibre dans des mécanismes nouveaux de répartition des efforts, tant au niveau local qu'international.



## Des questions politiques

Aucun changement important dans la vie des gens et des Etats, aucun changement économique majeur ne sont possibles non plus si ne sont pas mises en place les conditions politiques adaptées.

Ces politiques doivent savoir choisir le bon équilibre entre des intérêts contradictoires, entre épargne et consommation, demande intérieure et exportations. A

l'intérieur d'un pays, cela implique que la société civile soit intégrée à la démarche de changement et, au niveau international, que des organismes aient suffisamment d'autorité pour mettre en place les conditions d'une juste répartition des sacrifices et des moyens

Un des déséquilibres les plus dommageables est celui qui existe entre zones géographiques et populations, entre groupes ethniques et sociaux. L'un des thèmes récurrents dans les ateliers fut l'inégalité de traitement pour les gens entre ville et campagne. Les villes de Chine croissent énormément. Dans le système actuel, le pouvoir politique local n'est pas justement réparti entre zones urbaines et rurales. Les cultures locales et régionales, qui constituent pourtant une richesse, ne reçoivent pas l'attention qu'elles méritent, par exemple, le système permettant de racheter les terres est inadapté. Les dispositions institutionnelles de gouvernance locale sont donc à revoir ; l'instauration de nouvelles politiques foncières est également un préalable pour une juste politique du logement en faveur des pauvres et des populations vieillissantes.

Cela pose *in fine* le problème du modèle de démocratie. Il faut partir de la base de la société et mettre en place des modèles de gouvernance participative

### **Un nouveau modèle**

De nouveaux modèles économiques sont bien entendu eux aussi nécessaires. D'abord, par la promotion de la responsabilité sociale des entreprises et l'enseignement du management responsable. Il ne s'agit pas simplement du domaine écologique mais de toutes les dimensions de l'entreprise et de son environnement, incluant les aspects sociaux et sociétaux. L'éthique des affaires, quant à elle, doit trouver les moyens d'accroître son audience, notamment via la formation des futurs cadres. On peut penser également à d'autres modèles comme celui de l'économie sociale, ce qui nécessite d'en avoir une meilleure connaissance, d'organiser des échanges avec des pays qui, en Europe, ont donné leur place aux entrepreneurs sociaux. Enfin, il faut que les normes de responsabilité sociale de l'entreprise soient prises en compte dans les accords internationaux.

Faire évoluer les mentalités est un exercice difficile. C'est pourquoi il faut attacher une grande importance à la formation mais également à ce qui en est la condition d'exercice efficace, la démocratie, l'information. La formation doit se fixer comme l'un de ses objectifs majeurs le développement de la pensée critique. Tous les sujets qui sont concernés par l'évolution d'une société doivent pouvoir être abordés, comme la liberté d'expression, celle de la presse, la place des femmes dans la société, la pauvreté et l'exclusion.

La Chine se rapproche du capitalisme à un moment où celui-ci, en Europe, aux Etats-Unis et dans d'autres parties du monde dit développé traverse une grave crise. Il va donc falloir apprendre à construire ensemble une nouvelle communauté mondiale, basée sur les responsabilités humaines.



## **Éthique, responsabilité et harmonie**

**par Marie-Noëlle Auberge**

Dans les échanges entre la Chine et l'Europe, les États-Unis d'Amérique ne sont pas toujours très loin, et il nous a semblé constater l'existence de **trois conceptions de la responsabilité sociétale des organisations**, dont les différences ne sont pas toujours bien explicitées. Pourtant, elles ont des racines historiques et une couleur idéologique bien différentes, même si elles peuvent se décliner dans des instruments plus ou moins communs, comme ISO 26 000, fruit de compromis historiques. Nous distinguerons la conception anglo-saxonne qui se détermine en fonction d'**une éthique** religieuse, celle des Quakers qui ne voulaient pas mettre leur argent dans les entreprises du péché telles que fabriques d'armes, jeux et tripots, maisons de passe ; la conception



## Les sites de ceux qu'on cite

Le Forum Chine-Europe : [http://www.china-europa-forum.net/index\\_fr.html](http://www.china-europa-forum.net/index_fr.html)

La Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme : <http://www.fph.ch/>

Rongead- commerce international et développement durable : <http://www.rongead.org/> REFEDD - Réseau français des étudiants pour le développement durable : [www.refedd.org](http://www.refedd.org)

IRESCA : <http://responsabilitesocialesdescadres.net/> (site en cours de refonte)

Un texte (décembre 2009) de l'Ambassadeur chargé de la bioéthique et de la RSE, sur « La politique gouvernementale chinoise en matière de RSE » :

[http://www.lernf.org/pdf\\_public/Michel\\_Doucun\\_Politique\\_RSE\\_Chine\\_Dec\\_2009.pdf](http://www.lernf.org/pdf_public/Michel_Doucun_Politique_RSE_Chine_Dec_2009.pdf)

Le Comité économique et social européen :

<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.home>

L'Association internationale des Conseils économiques et sociaux et Institutions similaires (AICESIS) : <http://www.aicesis.org/spip.php?page=index&lang=fr>

L'Observatoire social international, en attendant le site web, aujourd'hui en préparation, voir : <http://www.gdfsuez.com/fr/engagements/performances/travaux-en-partenariat/travaux-en-partenariat/>

Ingénieurs sans frontières : <http://www.isf-france.org/>

On lira aussi avec intérêt : Thierry Pairault « L'illusion confucéenne ou l'impensée économique », Outre-Terre 2/2006 (no 15), p. 139-144.

URL : [www.cairn.info/revue-outre-terre-2006-2-page-139.htm](http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2006-2-page-139.htm)

et pourquoi pas un rapport (en anglais) sur la pollution due à l'industrie textile en Chine:

<http://www.greenpeace.org/eastasia/news/textile-pollution-xintang-gurao>



La Missive est éditée par l'association Gestion Attentive, [www.gestion-attentive.com](http://www.gestion-attentive.com)

Directrice de publication : Marie-Noëlle Auberger-Barré

L'abonnement est **gratuit** sur simple demande à [mna@gestion-attentive.com](mailto:mna@gestion-attentive.com) mais comme les services de nos fournisseurs ne le sont pas, nous acceptons volontiers une **participation financière** de nos lecteurs. Donc, vous pouvez mettre un chèque (abonné social : 20 euros; abonné solidaire : 50 euros; abonné responsable : à votre convenance) libellé au nom de Association Gestion Attentive dans une enveloppe adressée à notre trésorière madame Françoise Quairiel, 4, rue Guillaume Apollinaire 78760 Jouars Pontchartrain. Et n'oubliez pas de préciser votre adresse électronique afin de recevoir **les numéros du service « premium », réservés aux abonnés payants.**